



DEFENDRE LULA POUR DEFENDRE LA DEMOCRATIE AU BRESIL

Lula da Silva, ex-président du Brésil et syndicaliste, a été désigné par le Parti des travailleurs (PT), pour être son candidat à l'élection présidentielle du 7 octobre 2018. Le 15 août est le dernier jour pour que les partis et les coalitions enregistrent leurs candidats au Tribunal électoral.

Lula, condamné sans preuves, a été emprisonné le 7 avril 2018. Son droit citoyen à être candidat est ainsi gravement menacé. Nous appelons donc les citoyens français, les travailleurs, les jeunes, les militants politiques et syndicaux, les partisans de la démocratie et des libertés à se rassembler à Paris, **mardi 14 août à 18h30 Place de la République**.

Pour quoi Lula a été condamné ?

Le 12 juillet 2017, Lula a été condamnée à neuf ans et six mois de prison pour « corruption passive et blanchiment d'argent ». Le 24 janvier 2018, sa peine a été aggravée : condamné en appel à douze ans et un mois de prison. Cet alourdissement de la peine, relève de la manœuvre juridico-politique. Son but est que Lula reste en prison au moins jusqu'au lendemain des élections, bien que la Constitution brésilienne lui assure le droit d'être en liberté tant qu'il n'ait pas été jugé et condamné en dernière instance. L'ex-président Lula est maintenu illégalement en prison.



C'est une condamnation dans un procès politique truqué, sans qu'aucune preuve tangible ne soit présentée au cours de la procédure. Cela a été déjà démontré par des nombreux spécialistes juridiques, magistrats du Brésil et du monde entier. C'est une condamnation qui se repose sur la présomption du juge. Présomption non pas d'innocence, qui joue en faveur de toute personne qui passe devant un tribunal, mais sur une présomption de culpabilité. La condamnation de l'ex-président et syndicaliste Lula est la continuité du coup d'Etat qui a frappé le Brésil et son peuple, qui a destitué Dilma Rousseff par Impeachment en 2016, une présidente démocratiquement élue par la majorité des Brésiliens. Le gouvernement illégitime de Michel Temer a détruit les droits sociaux et du travail, a lancé la privatisation des plus puissantes entreprises publiques comme la Petrobras, Embraer, Eletrobras, et de même concernant les ressources naturelles comme l'eau, les minerais, ou les zones forestières de l'Amazonie.

Les libertés et la démocratie ne se divisent pas. Quand les libertés et la démocratie sont mises en cause quelque part, cela concerne tout le monde. Lula da Silva doit être libéré. Il doit avoir le droit de se présenter aux élections présidentielles comme candidat du Parti des travailleurs.

- ★ **Lula est innocent !**
- ★ **Lula est un prisonnier politique !**
- ★ **Lula doit être libéré !**
- ★ **Lula a le droit de se présenter aux élections présidentielles !**

Le Comité « Lula libre » a été constitué à Paris, le 6 avril 2018 et son manifeste, lancé le 8 avril.

Sont signataires du manifeste de constitution du Comité en France : des partis politiques comme France Insoumise, PCF, POI, POID, organisations syndicales comme l'Union départementale CGT - Paris, des associations telles que Collectif Alerte France Brésil, Comité pour l'Annulation de l'Impeachment de Dilma Rousseff - Paris, Collectif Entre Amis - Cuba, Coordinadora Internacional «Tesoro», Fondation Jean Jaurès, France Amérique-Latine, France Cuba, Les Amis du MST, Somos uma idéia (Nous sommes une idée), et Cellule du PT/Paris.

Autres appuis :

Ex-chefs d'Etat et de gouvernement de divers pays d'Europe et de l'Amérique Latine : **Cristina Kirchner** (Argentine), **Felipe Gonzalez** (Espagne), **Fernando Lugo** (Paraguay), **José Mujica** (Uruguay) et **Juan Manuel Insulza** (OEA).

Syndicats : les belges FGTB et CSC, Confédération syndicale internationale (CSI) et la Confédération européenne des syndicats (CES), CGT et FO en France.

Intellectuels français :

- Pierre-Cyrille Hautcoeur, *ancien Président de l'EHESS*
- Dominique Merllié, *professeur émérite - Université Paris 8*
- Francine Muel-Dreyfus, *directrice d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales*
- Francis Chateauraynaud, *directeur d'études à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales*
- Gisèle Sapiro, *sociologue, directrice de recherche au CNRS, directrice des études, EHESS*
- Afranio Raul Garcia, *anthropologue*
- Jean-Pierre Fager, *CNRS, Centre de sociologie européenne, Paris 8*
- Jean-Yves Mollier, *professeur émérite, Université de Versailles*
- Juliette Dumont, *maître de conférence - Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine*
- Marie-France Garcia-Parpet, *sociologue - Chercheur à l'INRA*
- Maud Chirio, *historienne et sociologue, professeur à l'Université de Marne-la-Vallée*
- Michel Pialoux, *sociologue, professeur retraité de Paris V, membre du CESSP, France*
- Monique de Saint Martin, *sociologue, directrice des études à EHESS, membre du IRIS*
- Pierre Salama, *économiste, professeur à l'Université de Paris XIII*
- Roger Chartier, *directeur des études, EHESS et professeur au Collège de France*
- Rose-Marie Lagrave, *sociologue, directrice des études honoraire, EHESS*
- Olivier Compagnon, *professeur d'histoire contemporaine - Directeur de l'IHEAL et du CREDA*
- Paul Pasquali, *sociologue, chargé de recherche CNRS, Université d'Amiens*
- Michel Plon, *psychanalyste, directeur de recherches au CNRS*
- Dominique Plihon, *professeur à Paris Nord, porte-parole d'Attac France*
- Pascal Percq, *mairie de Lille*
- Michael Löwy, *sociologue et philosophe*
- Michel Foucher, *géographe, docteur d'État-Sorbonne-1986 (Les frontières des États du Tiers monde)*
- Helena Hirate, *sociologue, sociologue, CNRS - France*
- Costa Gravas, *cinéaste*

Intellectuels et personnalités européennes : Heidemarie Wieczorek-Zeul, ancienne ministre de la coopération pour le développement d'Allemagne ; Stefan Rinke, professeur de l'Institute of Latin American Studies et du Friedrich-Meinecke-Institut, Freie Universität Berlin (Allemagne) ; Inês Oliveira, cinéaste (Portugal) ; Maria Luís Rocha Pinto, professeur Université de Aveiro (Portugal) ; Filipe do Carmo, Université de Lisbonne (Portugal) ; Pedro de Souza, chercheur et éditeur (Portugal).

Comité « Lula libre »

Comité international de solidarité avec Lula et la démocratie au Brésil

Contacter le Comité : liberezlula.org@gmail.com
<https://www.facebook.com/comitelulalibre/>
LiberezLula.org